



HAL
open science

La dimension religieuse de la diplomatie américaine: constances et évolutions

Blandine Chelini-Pont

► **To cite this version:**

Blandine Chelini-Pont. La dimension religieuse de la diplomatie américaine: constances et évolutions. *Annuaire français de relations internationales*, 2023, XXIII, 10.3917/epas.ferna.2023.01.0949. hal-03936465

HAL Id: hal-03936465

<https://amu.hal.science/hal-03936465v1>

Submitted on 12 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LA DIMENSION RELIGIEUSE DE LA DIPLOMATIE AMERICAINE : CONSTANCES ET EVOLUTIONS

BLANDINE CHELINI-PONT

« Allons de l'avant avec une foi forte et puissante »
FDR, 12 avril 1945, Warm Springs

La ressource religieuse irrigue la diplomatie américaine de manière diffuse¹. Son usage pendant la guerre froide a été particulièrement étudié.² Elle se retrouve néanmoins à toutes les périodes et aujourd'hui encore, favorisée par le paradigme providentialiste de la Nation américaine³. Ses référentiels implicitement bibliques et déistes – un pays béni et exceptionnel, guidé par Dieu - mais aussi fortement historicistes et politiques - une démocratie exemplaire, suscitée pour apporter au monde les droits, la liberté et la paix – fabriquent sans cesse des 'objets religieux d'intérêt' dans l'action internationale, dont la forme et les motifs évoluent. Nous pouvons tenter de résumer l'ensemble de ces interactions en départageant l'usage du religieux par déclinaison de postures diplomatiques, parfois transformées en croisades⁴. Tout d'abord la posture attestataire, qui intègre la défense chrétienne dans l'obligation des Etats-Unis d'être les gendarmes du monde. Ensuite la posture légaliste qui priorise la religion dans l'action des Etats-Unis comme champions des droits et libertés. Enfin la posture fraternelle, qui enrôle les grandes forces religieuses dans la mission des Etats-Unis d'être les garants de la paix mondiale. Ces trois postures sont à la fois alternatives, cumulatives et concurrentes, ce qui n'aide pas à leur claire distinction. Elles n'évitent pas l'instrumentalisation. Comment se sont-elles agencées et transformées dans l'histoire ? Laquelle domine aujourd'hui et pour combien de temps ?

I. « The Great Commission » ou la défense chrétienne

Au XIXème siècle, la conquête territoriale des Etats-Unis s'est appuyée en grande partie sur une reprise de la rhétorique manichéenne des guerres franco-indiennes qui ont rythmé la vie des colonies britanniques jusqu'à la Révolution. La Destinée manifeste, aux accents très puritains, a fait le lien de continuité entre la conquête de l'Ouest, la guerre contre le Mexique et la relégation et déprivation des populations autochtones ou métis. Ce dessein s'est transformé après la Conquête en devoir de libération des peuples, soumis au joug colonial et à l'obscurantisme religieux.

Mission (s) chrétienne (s) protestante (s)

La dynamique libératoire des Républicains à l'ère progressiste s'est accompagnée de l'exportation/protection de la foi protestante, qui devient un additif dans la politique maritime, au moment où les Etats-Unis revendiquent une présence dans le Pacifique et en Chine. Même si la théorie du *Sea Power* explique les efforts alors déployés, les prises de possession insulaires ont des relents

¹ Denis Lacorne, « Quelle place faut-il accorder à la religion dans la conduite de la politique étrangère des Etats-Unis ? », *Critique Internationale* 2010/4, n° 49, pp. 159-169

² William Inboden, *Religion and American Foreign Diplomacy, 1945-1960, The Soul of the Containment*, Cambridge University Press, 2008. Jonathan Herzog, *The Spiritual Industrial Complex: America's Religious Battle against Communism in the Early Cold War*, OUP, 2011

³ Walter Russell Mead, *Special Providence. American Foreign Policy and How It Changed the World*, NY, Knopf, 2000

⁴ Andrew Preston, *Sword of the Spirit, Shield of Faith: Religion in American War and Diplomacy*, Random House, 2012

prosélytes. Elles sont accompagnées d'un vaste effort missionnaire qui suit comme le plan de Dieu le chemin des conquêtes dans les Caraïbes et le Pacifique et le tracé des traités commerciaux, premier et plus pérenne objectif diplomatique des Etats-Unis.¹ Aux Philippines, les missionnaires (protestants) débarquent derrière les soldats libérateurs qui réduisent la jeune République auto-proclamée en protectorat. Hawaï est annexée par le biais d'un traité factice avec le Royaume existant, mais ratifié par le Sénat. La partie américaine y sécurise les congrégations missionnaires en échange de la protection de l'archipel contre l'impérialisme japonais. C'est assez naturellement aussi que les missionnaires protestants en Asie, au Proche Orient, en Russie et en Amérique latine se placent sous la protection des services diplomatiques dans des espaces qui sont étrangers à leur religion et en concurrence avec leurs homologues britanniques.

Défense œcuménique élargie

Pendant que la dynamique missionnaire continue d'accompagner la présence américaine pendant l'entre-deux-guerres, la guerre civile en Russie puis la mise en place de l'URSS ont provoqué une persécution religieuse féroce qui dé-protestantise la vision religieuse des Etats-Unis². La guerre froide va ensuite 'œcuméniser' l'affrontement idéologique entre blocs, où la défense de la foi chrétienne versus son éradication devient un élément de départage géopolitique. Sous la présidence de Harry Truman – baptiste pratiquant³- et celle de son successeur, dont les historiens redécouvrent les profondes convictions, le soutien aux Eglises des pays de l'Est s'organise. Présidents et Secrétares d'Etat reçoivent leurs représentants à Washington. Les services d'immigration admettent le motif de la persécution religieuse dans le visa de réfugié. Les persécutions subies voire la disparition des structures ecclésiales - Eglises catholiques de Hongrie, de Roumanie et d'Ukraine - sont dénoncées. Les Eglises orthodoxes sont soutenues par un programme spécifique, le *US Program for the Support of the Orthodox Church*, coordonné par la CIA, le Pentagone et le Département d'Etat.⁴

Quand Eisenhower arrive au pouvoir, la nouvelle agence américaine d'information (USIA), monte le Bureau de la *Religious Policy* du service radiophonique *Voice of America* et y nomme responsable le général Walter Bedell Smith, ex-directeur de la CIA. Smith lance *Radio Free Europe* en 1954. Il y fait diffuser des émissions spirituelles, messes, services de culte, sermons et programme de musique, à destination des catholiques, protestants et orthodoxes des pays communistes. En Asie du Sud -Est, notamment en Birmanie et Thaïlande, *Voice of America* monte des programmes bouddhistes quotidiens à partir de 1957. *Voice of America* diffuse également en arabe des émissions islamiques enregistrées à partir de 1957 depuis le Centre islamique de Washington qu'Eisenhower a inauguré comme le plus grand du monde occidental, en prononçant un beau discours sur la pleine liberté et le

¹ Emilie Conroy-Krutz, « American Missionaries in the World », in *The Cambridge History of America and the Word*, CUP, 2022, pp. 452-473. William R. Hutchinson, *Errands to the World, American Protestant Thought and Foreign Missions*, Chicago, UCP, 1987

² David S. Fogleson, *The American Mission, and the Evil Empire: The Crusade for a Free Russia since 1881*, NY, CUP, 2007, pp. 34-60

³ Y-H. Nouailhat, *Harry Truman. Un chrétien à la Maison Blanche*, Paris, Cerf, 2007. Du même auteur, "Les présidents américains et la religion : L'exemple de G.W. Bush et Harry Truman », in *Terres Promises, Mélanges en l'honneur d'André Kaspi*, Hélène Harter, Antoine Marès, Pierre Mélandri (dir), Paris, Ed. de la Sorbonne, 2010, pp. 91 -104

⁴ Cf Lucian Leustean, (dir), *Eastern Christianity and the Cold War*, Routledge, 2010, introduction

bon accueil reçu par les musulmans en Amérique.

La propension à mêler religion et défense du monde libre s'amplifie après la « perte » de la Chine en 1949. La nouvelle République populaire entame une vaste et immédiate destruction des chrétientés chinoises qui ont désormais un clergé propre. Milices et police arrêtent, emprisonnent et/ou expulsent des milliers de missionnaires protestants et catholiques. Le sort des chrétiens chinois et des missionnaires étrangers, dont quelques centaines sont Américains, indigné le Congrès, où le lobby nationaliste chinois a ses entrées depuis deux décennies. Il provoque une levée de bouclier contre le nouveau régime¹. La Chine communiste n'est pas reconnue par l'ONU, une situation que Le Secrétaire d'Etat John Foster Dulles, presbytérien particulièrement dévot², s'arrange pour faire durer, ainsi que ses successeurs, jusqu'en juin 1971. Le soutien aux bouddhistes tibétains s'organise également³

Quand la guerre de Corée se termine, la présence des Etats-Unis dans la péninsule va reposer à nouveau, en plus du déploiement militaire, des investissements et de l'aide éducative, sur la continuation de la colonisation missionnaire⁴. Elle fait en quelques années de ce pays une terre majoritairement chrétienne, où des sectes-congrégations autonomes prospèrent, comme la fameuse secte Moon, fondée précisément en 1954. Autre incidence du front chrétien qui se dessine sous Eisenhower : la sollicitude envers les catholiques du Tonkin persécutés par le Nord communiste comme suppôts du colonialisme français. Elle guide en partie le remplacement forcé de Bao Daï par Jean-Baptiste Ngô Dihn Diêm, alors que le catholicisme n'est pas répandu dans le Sud. Le frère de Ngô, l'archevêque d'Hué formé dans un séminaire new-yorkais, est un proche du cardinal Spellman, lui-même aumônier en chef des armées américaines et très introduit auprès d'Eisenhower⁵.

Occidentalité judéo-chrétienne

La préférence chrétienne se métamorphose en partie à la fin de la guerre froide. Elle réunit dans sa nouvelle conformation le sionisme à base religieuse, la lutte contre l'islamisme terroriste et la théorie du choc des civilisations (1994). Un nouvel imaginaire occidentaliste se met en place qui surgit par intermittence, selon les revirements des majorités au pouvoir. Sa configuration était difficile à prévoir. Au sortir de la seconde guerre mondiale, si le baptiste Harry Truman se montre très favorable - tout comme Eleanor Roosevelt - à l'établissement et à la reconnaissance internationale d'un Etat juif en

¹ William Inboden, *Religion and American Policy*, op. cit, chapitre 4, *To Save China. Protestant Missionaries and Sino-American Relations*, pp. 105-157

² John Wilse, *God's Cold Warrior: The Life and Faith of John Foster Dulles*, NY, Eedermans, 2021

³ Melvyn C. Golstein, « The US, Tibet and the Cold War », *Journal of Cold War Studies*, 8, 3, 2006, pp. 145-164. Ce soutien reste constant jusqu'aux atermoiements du Président Barak Obama, accusé d'abandonner les Tibétains, tout comme les membres de la secte Falun Gong ou les Ouïgours musulmans, pour ne pas déplaire à la Chine. De fait, Obama n'a pas reçu (2009) puis a reçu « en cachette » (2014) le Dalai Lama, rompant avec soixante ans de mobilisation américaine. Son ambassadrice liberté religieuse, privée de visa chinois, a démissionné.

⁴ William Yoo, *American Missionaries, Korean Protestants, and the Changing Shape of World Christianity (1884-1965)*, London, Routledge, 2016.

⁵ Seth Jacobs, *America's Miracle Man in Vietnam: Ngô Dihn Diêm, Religion, Race and U.S Intervention in Southeast Asia, 1950-1957*, Duke University Press, 2005. Jeremy Gunn, *Spiritual Weapons: The Cold War and the Forging of an American National Religion*, Praeger Publishers, 2008, chapitre 8, *Religion and the Origins of American Involvement in Vietnam*, pp. 157-197.

Palestine,¹ par esprit de réparation mais aussi sentiment de parenté religieuse, son attitude n'est pas partagée par le Département d'Etat, qui considérait cet établissement comme contraire aux intérêts stratégiques américains au Proche Orient. Même chose pour les équipes de son successeur républicain.² Elles préféreront privilégier un rapprochement musulman dans le cadre du *containment*, au Proche et Moyen Orient. Ainsi, en septembre 1953, le Président Eisenhower reçoit à Washington une délégation de hauts responsables religieux incluant l'Égyptien Saïd Ramadan, gendre du fondateur des Frères musulmans et fondateur lui-même de sa branche palestinienne. Le but est de contrecarrer par une proximité affichée avec le jeune *World Muslim Congress*, l'influence du nassérisme et la tournure pro-soviétique des régimes arabes, un objectif qui prendra plus tard le nom de doctrine Eisenhower. En conséquence indirecte, jusqu'aux années 1980, voire aux années 1990 pour l'Afghanistan, les Etats-Unis vont continuer de s'appuyer, à temps et contre-temps, sur une politique pro-sunnite favorable à des régimes et des tendances islamistes. Ils ne cherchent pas à freiner la politique religieuse hégémonique de l'Arabie Saoudite sur le monde musulman, ni non plus le développement des Frères Musulmans financés par l'Arabie Saoudite. Ils protègent l'islamisation du régime égyptien sous leur allié Anouar el-Sadate, puis ils soutiennent les factions islamistes pachtounes, encore financées par l'Arabie Saoudite et sous contrôle du Pakistan, de l'intervention soviétique jusqu'à l'avènement des talibans³.

La politique musulmane des Etats-Unis des années cinquante aux années 1980 s'est retrouvée dans l'impasse avec la Révolution iranienne, l'émergence de mouvements et de milices armées financées par l'Iran, puis par ricochet le début des terrorismes islamistes, plus ou moins apparentés à l'organisation anti-occidentale et antisioniste Al Qaeda, au cœur même de l'Afghanistan. Entre temps, l'état d'esprit de l'opinion et du gouvernement américain s'est complètement transformé vis-à-vis d'Israël. Il est devenu empathique dans les années 1970, ce qui se manifeste à travers deux événements majeurs, la crise des *refuzniks* soviétiques au Congrès (1973) et la médiation aux grands accents 'abrahamiques' de Jimmy Carter des accords de Camp David (1979). Après cette décennie, la coopération avec Israël s'accompagne d'une proximité identitaire de plus en plus marquée au fur et à mesure des déboires de la politique pro-musulmane. Le poids croissant de l'électorat évangélique au sein du parti républicain, lié à l'émergence de la droite chrétienne, en est un vecteur essentiel.⁴ Le parti républicain atteint un haut degré de christianisation rhétorique dans les années 1990, tandis que la *Bible Belt* se transforme en bastion du sionisme chrétien. Au moment où le nationalisme israélien incorpore les frontières religieuses de l'*Heretz Israel* comme projet électoral,⁵ des dizaines de structures sionistes évangéliques alimentent le lobby pro-israélien au Congrès⁶. Certaines promeuvent la colonisation des Territoires

¹ Ronald et Allis Radosh, *A Safe Haven: Harry S. Truman and the Founding of Israel*, Harper Perennial, 2010. John F. Sears, *Refuge Must Be Given: E. Roosevelt, The Jewish Plight and The Founding of Israel*, West LaFayette, Purdue University Press, 2021.

² Gérard Claude, « Israël-Etats-Unis : de la reconnaissance historique à l'alliance stratégique 1948-2004 », *Revue Historique des Armées*, 2008/252, pp. 114-123

³ Robert Dreyfuss, *Devil's Game. How the United States Helped Unleash Fundamentalist Islam*, Metropolitan Books, 2005

⁴ Sébastien Fath, « Le poids géopolitique des évangéliques américains : Le cas d'Israël », *Hérodote*, n° 119, 2005, p. 14-21

⁵ Alain Dieckhoff, « Nationalisme et religion en Israël », in A. Dieckhoff et P. Portier (dir), *Religion et politique*, Paris, Presses de SciencesPo, pp. 117-129

⁶ John J. Mearsheimer et Stephen M. Walt *Le Lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine*, Paris, La Découverte, 2009. Celia Belin, *Jésus est Juif en Amérique : Droite évangélique et lobbies chrétiens pro-Israël*, Paris, Fayard, 2011

(Gaza, Cisjordanie) et l'agrandissement d'Israël aux frontières du Royaume originel. En résultent certaines décisions du Congrès républicain, dont l'*American Embassy Act* de 1995.

Ce rapprochement se chevauche avec le constat d'une violence islamiste grandissante. A la chute de l'URSS, la théorie du choc des civilisations comme réécriture géoculturelle du monde, connaît un succès planétaire (Huntington, 1994). L'Islam devient dans les rangs républicains la nouvelle menace des Occidentaux quand Israël est la nation sœur. La civilisation judéo-chrétienne contre l'Islam remplace la défense de la civilisation chrétienne contre l'athéisme communiste comme élément de langage républicain. Si cela n'affecte pas outre-mesure la politique du Président démocrate, Bill Clinton, qui maintient une orientation apparemment multilatérale et rejoue une médiation israélo-palestinienne fraternelle, la soif de vengeance de l'opinion américaine, après les attentats de 2001, permet qu'une partie des faucons du nouveau gouvernement républicain joue sur la violence islamique. Partageant l'analyse israélienne de la dangerosité nucléaire et terroriste de l'Iran, ils accusent l'Irak des mêmes intentions et d'une accointance directe avec Al Qaeda. Convaincus par ailleurs de la nocivité du régime irakien et, pour certains, ayant déjà appelé à le remplacer, ils importent sur le sol arabe la guerre contre le terrorisme, au nom d'un Axe du mal d'un nouveau type (janvier 2002). Les conséquences catastrophiques de cette décision sur le court et long terme ont été abondamment décrits.

Quelques quinze ans plus tard, Donald Trump a semblé réinvestir l'imaginaire judéo-chrétien. Il réaffiche un lien sans faille avec Israël, promettant, pendant la campagne présidentielle de 2016, à la fois de mettre fin au traité nucléaire avec l'Iran et de mettre à exécution l'*Embassy Act*, ce qui sera fait. Il promet aussi de mettre fin à l'émigration des musulmans en provenance d'Etats déclarés terroristes comme de stopper l'accueil à tout réfugié musulman, a priori suspect, ce qui fut tenté. Trump soutient aussi publiquement l'annexion des Territoires palestiniens, une idée partagée par les ultra-nationalistes israéliens et les sionistes chrétiens. Ce projet sera finalement abandonné comme condition non écrite des *accords d'Abraham* de 2020 entre Israël et les Etats du Golfe, négociés par le gendre juif orthodoxe du Président pour contrer la menace iranienne.

II. « The Most Sacred Freedom » : la religion comme droit de l'homme

Les différentes facettes de la promotion chrétienne, allant de la défense de la foi à la défense de la civilisation judéo-chrétienne, ne sont néanmoins qu'une variante de l'usage du religieux dans les engagements internationaux des Etats-Unis. La posture légaliste, de tempérament moral, est une autre version du providentialisme américain, encore plus vivace. Elle commence quand la nouvelle Union s'interdit toute diplomatie à l'européenne, puis se projette comme l'ennemie de l'impérialisme et la championne de la démocratie et des droits. La promotion de ces derniers va se manifester en Europe à travers une grande mobilisation contre la discrimination antisémite, puis à travers la promotion unique de la liberté religieuse comme droit international, un objectif qui n'a jamais dévié.

Briser le code de l'arbitraire

A la fin du XIXème siècle, le Département d'Etat s'inquiète du maintien d'un droit

profondément discriminant pour les minorités juives dans l'Europe des Empires et des nouveaux Etats, né du recul territorial de l'Empire ottoman. Devant les violences grandissantes qui les touchent en Russie, le Secrétaire d'Etat John Hay manifeste plusieurs fois son indignation. Son successeur Elihu Root dénonce la complicité de l'Etat russe dans la deuxième grande vague des pogroms qui ont commencé dès l'assassinat du tsar Alexandre II, imputé aux juifs. Les deux Secrétaires d'Etat critiquent également le gouvernement roumain qui n'applique pas les clauses du traité de Berlin et pratique une « *mauvaise politique répugnant au sens moral des peuples libéraux modernes (...) un affront aux droits de l'homme universels* »¹. Le Congrès passe une résolution unanime pour exiger de la Russie l'arrêt immédiat de ses mesures antisémites (1904). En 1911, il va jusqu'à abroger à la majorité absolue, le très bénéfique traité commercial de 1832. C'est aussi en grande partie à cause de la discrimination des juifs et des violences entraînées par la montée de l'antisémitisme que les Etats-Unis se concentrent sur le sort des minorités nationales au sortir de la première guerre mondiale. L'implication personnelle de Wilson a été décisive, imposant aux nouveaux Etats comme la Pologne, le principe d'égalité et d'égalité de droits entre citoyens, un principe également imposé aux membres de la SDN. Dans les faits, les traités sur les minorités nationales vont être très mal respectés concernant les juifs.²

Les interventions diplomatiques en faveur des communautés juives en Europe ont été accompagnées d'un large accueil des immigrés juifs aux Etats-Unis dans l'entre-deux-siècles, à près de 80 % des immigrés roumains et russes. On sait que cet accueil se contracte après la première guerre mondiale avec une politique des quotas drastique qui va durer jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale. La diplomatie de protestation des années 1920 contre l'inaction de la SDN devant les massacres de Juifs en Ukraine, le projet d'expulsion des Juifs galiciens réfugiés en Autriche, les nombreux clausus à leur encontre dans les universités hongroises ou les violences antisémites qui continuent en Roumanie puis démarrent abruptement en Allemagne, n'a pas eu de contrepartie migratoire, malgré la tentative de Franklin D. Roosevelt de mettre en place la première Conférence internationale et le premier Comité intergouvernemental pour les réfugiés (juillet 1938), censée remédier, sans grand succès, à la fuite des Juifs allemands et aux 300 000 demandes de visas en souffrance auprès des ambassades et consulats américains. Roosevelt impose alors – par ordre exécutif- l'octroi au compte-goutte de faux visas touristiques aux réfugiés juifs, appelés à être renouvelés sur place, indéfiniment. Les historiens de l'Holocauste lui reprocheront âprement son inaction militaire et migratoire face au génocide, malgré de fréquents appels à le faire³. A sa décharge, Roosevelt est à l'initiative en décembre 1942 de la Déclaration interalliée condamnant l'extermination des Juifs et promettant le châtement des coupables.

Universaliser la liberté religieuse

L'importance de la persécution juive a fortement conditionné l'implication postérieure des Etats-Unis pour l'universalisation de la liberté religieuse, dans la mise en place du système international

¹ Secrétaire d'Etat John Hay à l'ambassadeur (de Roumanie) McCormick, 11 août 1901, FRUS, 1902, pp. 43-45

² Carole Fink, *Defending the Rights of Others: The Great Powers, the Jews, and International Minority Protection, 1878–1938*, Cambridge, 2004

³ Rafael Medoff, *The Jews Should Keep Quiet: Franklin D. Roosevelt, Rabbi Stephen S. Wise and the Holocaust*, Lincoln, University of Nebraska Press, 2019.

d'après-guerre. En tant que présidente et membre le plus influent de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, Eleanor Roosevelt a piloté la rédaction de la Déclaration universelle et a eu la lourde tâche de la faire adopter, en y intégrant, entre autres, l'article 18 sur la liberté de pensée, de conscience et de religion. Déjà la Charte des Nations Unies l'avait introduite, par le biais de l'interdiction de toute discrimination fondée sur la religion. La perspective de l'article découlait de l'expérience de cette liberté dans le droit américain. Mais elle le rendait impraticable pour plusieurs Etats, en raison de l'inclusion de la liberté de conscience, de prosélytisme et du droit de changer de religion. Si les Etats-Unis et les Etats européens occidentaux votent pour, l'URSS et les Etats musulmans votent contre l'article, pour des raisons diamétralement opposées. Au moment du vote final de la Déclaration, l'Arabie saoudite la refuse avec les six pays communistes présents et l'Afrique du Sud, en grande partie à cause du caractère très libéral de l'article 18¹.

Après le Pacte relatif aux droits civils et politiques qui sécurise la liberté religieuse (1966), les Etats-Unis poussent le projet de la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction à défaut d'une Convention spécifique (1981). Cette deuxième Déclaration est un aboutissement important, parce qu'elle suit de près l'effort de la diplomatie américaine sous le Président Gerald Ford, pour faire aboutir les accords d'Helsinki, après des années de négociations difficiles au sein de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe². Les accords comblent l'absence d'application de la CEDH qui ne concerne alors que les Etats de l'Alliance atlantique. Ils deviennent le moyen d'une vigilance américaine, concrétisée par la création du *BDHR - Bureau of Democracy and Human Rights* - (1977) du Département d'Etat américain. Grâce à cette architecture, la question de la liberté des Eglises chrétiennes à l'Est de l'Europe et en URSS devient un enjeu de la discussion diplomatique. Avec les enquêtes de terrain des ONG Helsinki, les conditions religieuses dans les pays de l'Est et en URSS sont répercutées au Congrès puis au *BDHR*. Des représentants et sénateurs inspirés, comme le père Robert Drinan ou le révérend Jessie Jackson vont se déplacer en Europe de l'Est.³ Le sénateur Jackson devient le 'parrain' du tout nouveau et très actif *Christian Committee for the Defense of Believers Rights in USSR*, fondé en 1976⁴. Jackson prend fait et cause pour le pasteur ukrainien et baptiste Georgi Vins, d'origine américaine, fils d'un missionnaire mennonite mort dans une prison de Sibérie dans les années 1930.⁵ Jackson fera sortir Vins d'URSS et l'invitera au Sénat prononcer un discours mémorable. Il sera à l'initiative d'une résolution au nom de tous les chrétiens et autres croyants d'URSS persécutés⁶.

Vingt ans plus tard encore et la liberté religieuse est à nouveau l'objet d'une mobilisation américaine, interne tout d'abord, puis internationale malgré la fin de la guerre froide. Elle surgit à la faveur de la double dénonciation du retour des discriminations et des persécutions religieuses

¹ Doc. Off. AG, NU, 3e sess, 3e Commission, 127e séance, 1948, p. 370.

² Daniel J. Sargent, *A Superpower Transformed. The Remaking of the American Foreign Relations in the 1970s*, NY, OUP, 2015. Chapitre 7, *Human Rights and Detente*.

³ Sarah B. Snyder, *Human Rights Activism and The End of the Cold War: A Transnational History of the Helsinki Network*, Cambridge University Press, 2013, p. 66.

⁴ Jane Ellis, "The Christian Committee for the Defence of Believers' Rights in the USSR", *Religions in Communist Lands*, vol. 8, no. 4, Winter 1980, pp. 279-298.

⁵ Jane Ellis, *Georgi Vins: Prisoner of Conscience*, David C. Cook Publishing Co., Elgin, Illinois, 1979

⁶ David Foglesong, *American Mission and Evil Empire*, op. cit, chapitre 7, *Recovering the Faith: Renewal of the Crusade, 1974-1980*, pp. 155-174.

perpétrées par les gouvernements et mouvances islamistes, et des persécutions religieuses en général. Des associations américaines de défense de la liberté religieuse se mobilisent pour que la persécution des chrétiens soit dénoncée et stoppée par la pression américaine. D'autres associations de défense des droits de l'homme dénoncent aussi la persécution des populations musulmanes dans les conflits d'après-guerre froide, comme en Bosnie, en Tchétchénie et ailleurs. Le faisceau de dénonciations contradictoires sur l'origine des persécutions religieuses se répercute au sein du Congrès américain. Sa majorité républicaine dénonce l'inaction du Département d'Etat face à la persécution des chrétiens. Les Démocrates de leur côté déplorent la démobilitation des Etats-Unis sur toute la question de la liberté religieuse dans le monde, malgré sa mauvaise santé dans bien des pays. Les Républicains introduisent une proposition de loi pour la défense des chrétiens du Soudan. Les Démocrates la réorientent contre la persécution religieuse « en général ». Dans le compromis final, le *BDHR* joue sa partition. L'*International Religious Freedom Act* est voté en 1998. Il fait de la surveillance de la liberté religieuse dans le monde une priorité perpétuelle de la diplomatie américaine. L'activité de l'IRFA a connu des hauts et des bas depuis 1998. Depuis décembre 2016 et un dernier amendement du Congrès, le Département d'Etat doit aussi s'atteler à faire éliminer l'interdiction et la pénalisation - parfois de mort - des athées et intégrer systématiquement la liberté religieuse et de conscience dans ses relations bilatérales.

III. « The Mutual Concern » : Le partenariat pour la paix

Nous voici arrivés au dernier pan de la diplomatie religieuse des Etats-Unis, qui manifeste peut-être le mieux la dimension providentielle qui la sous-tend. Elle recouvre toute l'activité de collaboration avec les grandes religions et leurs organisations caritatives ou éducatives, comme autant de partenaires naturels dans leur rôle de garants de la paix mondiale. Dans cette attitude, la traditionnelle conception protestante de l'Etat comme agent moral actif, mais aussi la conception pluraliste de la Séparation américaine ont joué un rôle important, transposant la vision positive du rôle des religions dans la société civile en schème international.

Aller à la rencontre de toutes les religions

Ainsi, c'est aux Etats-Unis qu'a été organisé pour la première fois dans l'histoire et avec l'aide du Département d'Etat, un Parlement (global) des Religions, à l'occasion de l'Exposition universelle de Chicago de 1893, fêtant le cinq centième anniversaire du débarquement de Christophe Colomb. Les Etats-Unis ont aussi été les tout premiers à mettre en place une diplomatie humanitaire innovante¹ en s'appuyant sur leurs Eglises, y compris la catholique, pendant la première guerre mondiale et son immédiat après-guerre. Ils ont créé la *Commission for Relief in Belgium* (1915) puis l'*American Relief Administration* de 1919, qui va fonctionner jusqu'en 1923, déversant des millions de dollars et des milliers de volontaires en direction des populations affamées d'Europe et d'URSS. Ce modèle sera continué pendant la seconde guerre mondiale, et internationalisé après 1945. En janvier 1944, Roosevelt est à l'origine – sur la pression de son ami le Secrétaire au Trésor Henri Morgenthau répercutant la supplication des associations juives - de la création du *War Refugee Board* destinée aux

¹ Volker R. Berghahn, "Philanthropy and Diplomacy in the American Century", *Diplomatic History*, vol. 3, 2003, pp. 393-419.

victimes civiles de l’Axe et gérées par le réseau associatif juif transatlantique¹. Le Président Kennedy obtiendra du Congrès le financement pérenne de l’aide humanitaire américaine liée à l’aide au développement, faisant faire à cette dernière un bond quantitatif remarquable à travers l’agence fédérale *USAid*. Elle fonctionne en partenariat avec des Eglises et des ONG caritatives et/ou religieuses.² Donald Trump a suspendu ses activités le temps de sa mandature.

Sans doute la première tentative d’alliance interreligieuse mondiale a-t-elle été celle du Président Truman au début de la guerre froide. En 1949, il imagine organiser un grand rassemblement de toutes les religions du monde, à la manière du Parlement des Religions de Chicago. Truman voulait organiser cette alliance comme une Société des Religions – une Alliance des Civilisations onusienne avant la lettre – dans le but spécifique de garantir la paix des sociétés face au pouvoir destructeur de l’athéisme communiste. Le projet n’aboutit pas.

Plus près de nous, avec l’élection de Barack Obama, la diplomatie américaine a cherché à renouer activement avec cette coopération interreligieuse, en contrefeu du front ‘biblique’ qui s’était si bien consolidé pendant les années 2000³. Sa nouvelle *spiritual diplomacy* avait deux objectifs connectés : renouer avec le monde musulman et présenter les Etats-Unis comme un modèle de cohabitation religieuse. Cette doctrine, dite du *religious engagement*, suit les recommandations de nombreux ouvrages et rapports, qui ont insisté sur la nécessité d’un *smart power* spirituel dans la politique extérieure⁴. En 2006, l’ancienne Secrétaire d’Etat de Bill Clinton, Madeleine Albright, publiait un livre en ce sens, *The Mighty and the Almighty*, puis réunissait un groupe de travail pour préparer la ligne de cadrage démocrate, finalement parue en 2010, sous le titre *Engaging Religious Communities Abroad : A New Imperative for US Foreign Policy*. Sa recommandation principale était l’obligation pour les diplomates en poste d’entretenir des relations directes et régulières avec tous les dirigeants et les communautés religieuses du pays.

En début de mandat (avril 2009), le nouveau Président se rend en Turquie où il déclare que les Etats-Unis n’étaient pas, ne seraient jamais en guerre contre l’Islam. En juin 2009, Il revient au Proche-Orient prononcer son grand discours, *A New Beginning*, à l’Université du Caire, empreint de réconciliation et de bonne volonté. Selon Gilles Kepel, ce discours fut à la fois une rupture affichée avec l’ère Bush, une prise de distance d’avec le sionisme républicain, une reconsidération de l’avenir des Palestiniens et une main tendue aux islamistes modérés pour affaiblir l’islamisme radical.⁵ A son retour, la Secrétaire d’Etat Hillary Clinton crée le poste de représentant spécial auprès des communautés musulmanes dans le monde, en y plaçant une femme, Farah Pandith, auparavant *Senior Adviser* auprès du Sous-Secrétaire d’Etat pour les affaires européennes et eurasiennes. Obama va aussi utiliser les liens établis sous le Président Bush avec l’*Organisation pour la Coopération Islamique*, pour y nommer un nouveau représentant personnel, Rashad Hussein, ancien procureur

¹ Rebecca Erbelding, *Rescue Board. The Untold Story of America’s Efforts to Save the Jews of Europe*, NY, Doubleday, 2018

² John Norris, *The Enduring Struggle: The History of the USAID and America’s Uneasy Transformation of the World*, Lanham MA, Rowman & Littlefield, 2021

³ Andrew Preston, “God, Bush and Obama», *Foreign Affairs*, 3 avril 2012

⁴ Marie Gayte « La religion outil incontournable de la *smart diplomacy* de Barack Obama et Hillary Clinton ? », *Etudes de l’IRSEM*, 2014, n° 23, pp. 119-130

⁵ Gilles Kepel, « Barack Obama a fait de l’Islam une religion américaine », *Le Monde*, 5 juin 2009.

au Département de la Justice. Hillary Clinton a également intégré dans son Groupe de dialogue stratégique avec la société civile (2011), un sous-groupe intitulé *Religion and Foreign Policy*, qui a remis un livre blanc en octobre 2012. Il sert de feuille de route au nouvel organisme du Département d'Etat, l'*Office of Religions and Global Affairs*, chargé du dialogue et du partenariat religieux international (2013) créé par John Kerry. Cet office a été fermé sous Donald Trump, par le Secrétaire d'Etat Rex Tillerson.

Défendre la concorde universelle : le Saint-Siège partenaire privilégié ?

Reste à resituer dans cette perspective la relation « spéciale » que les Etats-Unis ont développée avec le Vatican. Elle a bien été entamée par Roosevelt, par certitude d'un commun engagement pour la paix internationale, au moment des entrées en guerre en l'Europe de l'été 1939. Depuis lors, les Etats-Unis se sont très souvent présentés comme les meilleurs amis du Vatican, du fait d'objectifs similaires, ce qui s'avère pourtant discutable dans le détail¹. Comme l'écrit Massimo Franco, « Washington a toujours éprouvé des difficultés et une certaine lassitude chaque fois que le Vatican s'est opposé, en tant qu'acteur de la politique internationale, aux Etats-Unis »².

Roosevelt s'est servi du subterfuge d'un ambassadeur *ad hoc* et sans solde, son ami le milliardaire philanthrope et italo-philophile Myron Taylor, pour prendre et garder contact avec le pape Pie XII pendant toute la guerre. Les buts américains de cette 'relation intime' vont évoluer, donnant lieu à une relation d'une grande intensité³. En Italie, le gouvernement temporaire, puis républicain est laissé à la supervision des démocrates-chrétiens recommandés par l'Eglise catholique, tout comme en Allemagne fédérale plus tard. Une alliance opportune se noue entre le Saint-Siège, les Eglises italienne et américaine et le Département d'Etat, pour empêcher la victoire des communistes aux législatives de 1948⁴. Mais la relation se détériore, avant de s'arrêter pour plusieurs décennies, à la suite de la démission de Myron Taylor (1951) et du refus du Congrès de le remplacer (1953). Malgré le soutien du Vatican à tous les projets de reconstruction de l'Europe occidentale, Pie XII refuse de rentrer dans l'alliance des grandes religions imaginée par Harry Truman. Le partenariat soviétique – très critiqué pendant la guerre par le Vatican – puis l'usage de l'arme nucléaire sur le Japon et l'abandon de l'Europe de l'Est aux libérateurs communistes ont eu raison de sa confiance. De leur côté, les Etats-Unis se montrent indifférents aux positions romaines jusqu'à la fin des années 1970. Sur le Proche-Orient, l'Asie du Sud-Est, l'Afrique, la décolonisation, le soutien économique au Tiers Monde, l'expérience du Saint-Siège n'a pas été sollicitée. Pendant la guerre du Vietnam, l'Administration Johnson n'a tenu aucun compte des propositions de médiation de Paul VI. La relation si spéciale a complètement disparu.

A nouveau sous Ronald Reagan, le Vatican redevient un partenaire privilégié, sur la base apparente de l'antisoviétisme, même s'il faut grandement relativiser le projet prêté au pape d'un effondrement de l'URSS à ce moment-là. Beaucoup a été écrit sur la *Catholic strategy* de Reagan, les modalités

¹ Marie Gayte et Blandine Chelini-Pont, *Washington et le Vatican : une relation spéciale ? de l'indépendance aux Présidences Obama*, Villeneuve-d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, à paraître.

² Massimo Franco, *Imperi Paralleli: due secoli di alleanza e conflitto 1788-2005*, Milan, Mondadori, 2005 p. 210

³ Ennio Di Nolfo, *Vaticano e Stati Uniti, 1932-1952*, Milano, F. Angeli, 1978. Massimo Saba, *Santa Sede et Stati Uniti, 1797-1942*, Rome, Studium, 2022.

⁴ Jean-Dominique Durand, *L'Eglise catholique dans la crise de l'Italie (1943-1948)*, Rome, Ecole française de Rome, 1991.

polonaises de cette relation, l'instauration de vraies relations diplomatiques (1984). Mais c'est oublier l'insistance sans résultat du Président pour stopper la parution de la Lettre de la Conférence des évêques américains, *The Challenge of Peace* (1983), condamnant la course nucléaire.¹ Du côté du Vatican, les désaccords sont nombreux : l'abandon de l'interposition américaine au Liban, la question du surarmement nucléaire et de la guerre des étoiles, le choix de la libéralisation globale, l'embargo cubain et la lutte des Contras au Nicaragua.

En conséquence, au début des années 1990, le désintérêt américain se manifeste à nouveau. Pendant la première crise puis la première guerre du Golfe, le Secrétaire d'Etat James Backer ne fait pas escale à Rome. Personne n'avertit le pape ou la Secrétaire d'Etat de l'offensive contre Bagdad en février 1991.² De fait, l'Irak va être par deux fois en 1991 et en 2002-2003 la cause d'un désaccord profond et public du Vatican avec la guerre américaine. On ne compte pas moins de 55 interventions pontificales contre la première guerre du Golfe, restées inaudibles.³ L'opposition patente du Saint-Siège à la deuxième guerre du Golfe commence dès la connaissance par la Secrétaire d'Etat de la *National Security Strategy* de septembre 2002⁴ et elle ne cesse pas jusqu'à la veille des opérations militaires. Successivement 4 cardinaux américains et le nonce Pio Laghi sont reçus par une Condoleeza Rice expéditive⁵, tandis que la plupart des Eglises évangéliques admettent la licéité de la guerre préventive⁶. Pendant la même période, la diplomatie américaine s'impatience de la réticence vaticane à faire pression sur le gouvernement cubain pour la libération des dissidents arrêtés en 2003, la sécurisation des libertés fondamentales et les élections libres.

Quand Barack Obama devient président des Etats-Unis, le rapprochement avec le Vatican fait partie de sa *smart diplomacy* religieuse. Le Président se rend assez vite au Vatican et présente des objectifs conciliateurs : retirer avec précaution les forces militaires de l'Irak, apaiser les relations avec le monde musulman, s'intéresser à la situation des Palestiniens— après la grande déception des accords d'Annapolis restés lettre morte - reprendre le dialogue avec l'Iran sur le nucléaire⁷. Le changement de pontificat en 2013 paraît raviver ce bel esprit de coopération. Le pape François partage les nouvelles orientations du Président : le respect de la sécurité collective, une gestion régulée et humaine de l'immigration, la préoccupation climatique et environnementale, la médiation israélo-palestinienne. Leur proximité semble telle que CNN s'interroge sur « l'obamification » de François (mars 2014). Deux causes « concrètes » signalent leur bonne entente. Tout d'abord le soutien et la médiation du pape pour le rétablissement des relations diplomatiques entre les Etats-Unis et Cuba⁸. Ensuite, le soutien et l'aide diplomatique que le Saint-Siège apporte à la négociation américaine sur le

¹ Marie Gayte, *Les Etats-Unis et le Vatican : analyse d'un rapprochement (1981-1986)*, thèse de doctorat, Université Paris III-Sorbonne nouvelle, 2010

² T. Koutroubas, *L'action politique et diplomatique du Saint-Siège au Moyen-Orient de 1978 à 1992*, Louvain, Presses universitaires de Louvain, 2005, p. 354-377.

³ Jean Toulat, *Le Pape contre la guerre du Golfe. Jean-Paul II censuré*, Paris, CEIL, 1991.

⁴ Massimo Franco, op. cit, p. 141.

⁵ John Allen, op. cit. pp 340-345

⁶ Sébastien Fath, « Les Eglises évangéliques américaines et la guerre au Moyen-Orient », in Philippe Portier et Frédéric Ramel (eds), *Le Religieux dans les conflits armés contemporains*, Paris, Classique Garnier, pp. 53-76

⁷ Massimo Franco, op. cit, pp. 53-56.

⁸ Marie Gayte, « la médiation du pape François entre la Havane et Washington », *IdeAS* revue en ligne, n° 10, automne 2017-hiver 2018.

nucléaire iranien. Mais la nouvelle politique internationale du Secrétaire d'Etat, le cardinal Parolin et les prises de position de ce pape du Sud deviennent vite illisibles pour le gouvernement américain, s'agissant du Moyen-Orient ¹.

Au moment de la campagne présidentielle de 2016, la position pro-chrétienne de Donald Trump ne va pas non plus plaire au pape jésuite. Car ce dernier n'a jamais été dans la logique du « choc des civilisations » ni dans celle de la défense de la Chrétienté, ce que commencent à lui reprocher vertement les chrétiens conservateurs. François fait de la protection internationale des migrants sa priorité diplomatique, ce qui se soldera par une déclaration devant les journalistes de retour d'un voyage au Mexique que « qui construit des murs n'est pas chrétien » (février 2016). La réponse furieuse de Donald Trump a auguré de la relation à venir, inexistante. La *Catholic strategy* de Donald Trump se fait sans rapport avec le pape, qu'il rencontre cependant au retour de son premier voyage en Arabie Saoudite. Elle s'appuie exclusivement sur ses soutiens catholiques au sein de la droite chrétienne. Après avoir nommé la femme de Newt Gingrich comme ambassadrice auprès du Saint-Siège, Trump rétablit la politique dite de Mexico de ses prédécesseurs républicains (janvier 2017) : il retire l'aide américaine aux ONG soutenant de près ou de loin l'accès à l'avortement. Son Secrétaire d'Etat met en place une Commission des droits inaliénables, à majorité catholique, pour initier une nouvelle politique internationale de rejet des droits sexuels et reproductifs. Mike Pompeo est à l'initiative d'une Déclaration internationale hors ONU, La *Geneva Consensus Declaration on Promoting Women Health* (octobre 2020), qui rappelle l'inexistence internationale d'un droit à l'avortement. Elle est signée par 34 pays. Joe Biden s'en est retiré en janvier 2021. Trump annonce aussi la mise en place d'une Conférence internationale annuelle de la liberté religieuse qui connaîtra deux éditions. Dans cette action, aucune concertation avec le Vatican. La Secrétairerie d'Etat considère le retrait des accords de Paris sur le climat et le retrait de l'accord sur le nucléaire iranien comme des désastres². La politique chinoise du Saint-Siège est très mal perçue à Washington. L'épiscopat américain, pris entre deux feux, est prié de critiquer publiquement la politique migratoire de la nouvelle administration, ce qu'il fait.

Conclusion

Finalement, personne n'a été surpris que le Saint-Siège ait chaleureusement félicité Joe Biden, ami des Jésuites, de son élection. Elle semblait une vraie opportunité pour collaborer sur des urgences communes, à savoir la lutte contre la pauvreté, l'implémentation de la migration, la protection de l'environnement, la sécurité collective et la paix. Pourtant, l'attentisme du Vatican face à la guerre en Ukraine commencée en 2022, a terni quelque peu ce bel élan collaboratif. A nouveau, l'incompréhension règne au Département d'Etat sur les objectifs de la diplomatie pontificale, quant à sa position sur la Russie, la Syrie, l'Iran et la Chine.

Il n'en reste pas moins que la présidence de Joe Biden a auguré sur le plan de la diplomatie

¹ Roland Flamini, "Peter and Caesar: Is Pope Francis Shifting the Vatican's Worldview?", *World Affairs Journal*, juillet-août 2014. Massimo Franco, "After American Dominance: Pope Francis and the Vatican's New Foreign Policy," *JPRI Critique*, vol. 21 n°2, février 2015

² Ines San Martin, "Vatican Official Says Trump Leaving Paris Deal Would Be 'Slap in the Face'," *Crux*, 1^{er} juin 2017.

religieuse, un temps assez rare de conjonction des trois postures signalées en introduction. Son gouvernement est le plus « religieux » depuis la guerre froide et le plus divers religieusement. Il a repris en interne la politique de partenariat religieux du *White House Office of Faith-Based and Neighborhood Partnerships* (février 2021), avec comme directrice exécutive Melissa Rogers, baptiste et avocate spécialiste des associations religieuses qui a déjà dirigé ce bureau de 2013 à 2017. Attestataire dans la relance de la dénonciation des persécutions anti-chrétiennes avec un Président ouvertement catholique, cette présidence rejoint aussi l'autre attente du Congrès dans sa défense de la liberté religieuse, qui s'intéresse précisément aux pays du Golfe et aux pays asiatiques et n'hésite pas à dénoncer la persécution religieuse en Chine¹. Une rencontre avec le Daïla Lama est à nouveau envisagée. Le nouvel Ambassadeur itinérant sur la liberté religieuse (janvier 2022), Rashad Hussein, ancien représentant des Etats-Unis auprès de l'Organisation de la Coopération Islamique au temps de Barack Obama est musulman, tout un symbole. Le Département d'Etat a aussi rétabli l'agence *USAid* avec à sa tête Samantha Power, ancienne ambassadrice des États-Unis à l'ONU : elle envisage le retour de l'aide américaine à la population palestinienne, quand le Bureau des affaires palestiniennes, rattaché au Bureau des Affaires du Proche-Orient (juin 2022), mais officiant depuis l'Ambassade auprès d'Israël à Jérusalem, aura repris les attributions du consulat palestinien fermé en 2018. Avec le retour de la diplomatie humanitaire, le Département d'Etat a également relancé le *US Refugee Admission Program* (février 2021) et réactivé le *U.S. Resettlement program* pour un total de 125 000 personnes par an, plus un accueil exceptionnel de réfugiés afghans en 2021 et de réfugiés ukrainiens en 2023. Anthony Blinken a également ranimé l'*Office of Religions and Global Affairs*, fermé par Tillerson, dédié au partenariat international avec les institutions religieuses. On le voit, jamais à ce point, tous les instruments de la diplomatie religieuse américaine n'ont été aussi activement rassemblés pour correspondre à la triple dynamique de cette présidence, morale, démocratique et collaborative.

¹ International Religious Freedom Reports, Office of International Religious Freedom, State Department, 2021 et 2022.